



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



TOUS À L'EURO-MANIFESTATION

29 SEPTEMBRE - 13 H GARE DU MIDI

COMME EN FRANCE : ORGANISER LA RÉSISTANCE ! p.2



Trotsky,
à 70 ans de son assassinat

La bataille pour la démocratie ouvrière

p. 12

Aussi dans ce numéro :

Brésil :

L'organisation d'une nouvelle
centrale syndicale p. 8

Iran :

Déclaration commune de dix
organisations ouvrières p. 9

Gaza :

Rompons le blocus p.5
BOYCOTT ISRAËL

NON AU LICENCIEMENT BUREAUCRATIQUE
DES SECRÉTAIRES DU SETCA-BHV



29 septembre : Construisons une réponse européenne aux plans d'austérité !

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) organise ce 29 septembre une journée européenne d'action pour mettre la pression sur le Conseil européen des affaires économiques et financières. C'est une réaction face à l'augmentation et la radicalisation des luttes des travailleurs européens. En effet, pour sauver les banques, les gouvernements donnent de l'argent public, et pour sauver les gouvernements, les travailleurs devraient payer. Soit, pour sauver leurs profits, patrons et gouvernements font payer la crise aux travailleurs en annonçant dans tous les pays d'Europe des mesures d'austérité.

Aux quatre coins de l'Europe, ce sont les mêmes plans qui signifient gel ou réduction des salaires, réduction des budgets sociaux et des allocations sociales et rehaussement de l'âge de la retraite. Ces mesures d'austérité n'auront qu'un seul effet : accroître le chômage et la pauvreté, et accroître la pression sur ceux qui ont un emploi. Bien que les intérêts nationaux prennent lorsque qu'un Etat doit assumer les dépenses pour « enrayer la crise », lorsqu'il s'agit des attaques contre les travailleurs, les gouvernements européens, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont similaires et coordonnés. Concernant, par exemple, les pensions, c'est l'objectif de leur stratégie « Europe 2020 » qui vise « l'introduction de réformes à moyen et à long terme qui favorisent la croissance et l'emploi et garantissent la viabilité des finances

publiques, notamment par la réforme des régimes de retraite » (Conclusions du Conseil Européen, 17/06/2010).

En Grèce, ces mesures ont rencontré une forte résistance : cinq grèves générales depuis février et des manifestations massives se sont dressées contre la volonté du gouvernement, mais sans réussir encore à le faire reculer. En Italie, une grève générale a eu lieu fin juin, sans compter les nombreuses luttes dont celle des travailleurs de FIAT ou des enseignants. En Espagne, le 6 juin une grève massive des fonctionnaires accompagnée de manifestations dans 60 villes du pays a réuni, notamment, 75.000 manifestants à Madrid. En France, deux journées de luttes ont eu lieu en juin, rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans les rues contre les plans d'austérité.

Mais ce qui manque aux travailleurs et aux peuples d'Europe c'est une réponse unifiée pour faire reculer l'ensemble des gouvernements européens et de mettre en échec les politiques néolibérales de l'Union européenne. Car il est urgent de stopper ces attaques en allant chercher l'argent là où il est : dans la poche des ministres, patrons d'entreprise, directeur de banques, gros spéculateurs et gros actionnaires.

C'est pourquoi les travailleurs européens doivent se rallier à la manifestation du 29 septembre, organiser une résistance continentale à la crise et

stopper toutes les attaques contre notre niveau de vie. Cette journée doit être plus qu'un « avertissement aux gouvernements de l'Union européenne au service du dialogue social » comme le veut la CES. L'objectif de notre classe n'est pas d'avertir nos ennemis et de leur demander de dialoguer avec nous mais d'augmenter le rapport de force par la mobilisation afin d'obtenir des victoires concrètes. Cette journée doit être l'occasion, dans tous les pays, d'organiser les travailleurs à la base.

En Belgique, cela doit être l'occasion d'unir les luttes actuelles contre les licenciements, pour les pré-pensions et essentiellement contre les mesures d'austérité qui vont venir. Il est temps d'imposer nos revendications ! Discutons-en avec nos collègues et nos amis, organisons dès à présent des réunions et des assemblées syndicales communes des travailleurs de différents secteurs pour planifier la participation à cette journée de lutte !

**Tous à la
Euro-manifestation !
29 septembre
13 h - Gare du Midi**

**Organiser la résistance
dans les lieux de travail,
vers une grève générale !**



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de

1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Contre les plans d'austérité qui nous attendent, organisons la résistance

Souvenez-vous, même la crise communautaire et la difficulté à former un gouvernement en 2007 n'a pas empêché de prendre soin des intérêts des patrons quand la crise économique du capitalisme, sans précédent depuis presque un siècle, est intervenue. Sous la houlette de Leterme (CD&V) et Reynders (MR), et avec le secours du PS, ils sont parvenus à... « sauver les banques ».

Aujourd'hui, pour Rudi Thomaes, le patron des patrons, « *quelle que soit la composition du futur gouvernement, il faudra passer par l'austérité* ». Et s'il dit vouloir « *mettre le turbo sur l'emploi* », il entend par cela « *l'activation des chômeurs* »¹. En réalité, il veut limiter le plus possible de payer ceux auxquels les patrons ne peuvent offrir aucun emploi. Quelques jours avant, il déclarait ouvertement : « *Il faut supprimer 70.000 emplois publics en Belgique.* »² Est-ce cela la « création d'emploi » ? En réalité, il veut augmenter l'exploitation sur ceux qui travaillent, en augmentant la pression sur les sans emploi qui crèvent déjà de ne pas travailler. D'autre part, si les patrons disent qu'il faut maintenir les gens plus longtemps au travail et qu'il faut supprimer la pré-pension, ils ne prétendent nullement s'imposer des restrictions pour licencier des personnes âgées, mais bien de pouvoir s'en débarrasser à moindres frais.

Vous l'aurez compris, suite aux élections fédérales de juin, non seulement la bourgeoisie espère retrouver une certaine stabilité, mais il s'agit surtout de faire payer la note aux travailleurs. Dans ce but, il leur faut un gouvernement en mesure de mettre en place les instruments nécessaires pour, selon l'annonce du Bureau du Plan, garantir 25 milliards d'« assainissement budgétaire » afin de « retrouver l'équilibre en 2015 ». Albert Frère, le Belge le plus riche, premier actionnaire des entreprises françaises Total et GDF, résume la situation et répète avec Winston Churchill : « *Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, du travail, des larmes et de la sueur* »³.

Le tandem N-VA - PS

Pendant huit semaines, les dirigeants de sept partis se sont réunis secrètement, surtout pour voir comment mettre en place des mécanismes pour diviser les travailleurs, pudiquement appelés « transferts de compétences ». Car il ne s'agit pas seulement de « trouver les 25 milliards » dans les poches des travailleurs, mais d'établir « des réformes décisives », institutionnelles, pour consolider la division entre travailleurs et la mise en concurrence des petites entreprises au profit des grandes multinationales, de mettre aussi en concurrence les fonds publics régionaux pour proposer des mesures aux entreprises plus alléchantes que celles de son voisin, dans une Belgique qui

Les « socialistes » au service des patrons en Europe

Dans plusieurs pays européens, les « socialistes » s'acquittent de façon exemplaire de la tâche de faire payer la crise aux travailleurs. Le gouvernement du « socialiste » José Luis Zapatero en Espagne va augmenter l'âge de la pension à 67 ans, diminuer le salaire des fonctionnaires de 5%, réformer les lois du travail pour faciliter les licenciements. Le gouvernement du « socialiste » Socrates au Portugal gèle le salaire des fonctionnaires et ne remplace que la moitié des départs, et il augmente la TVA sur les biens de première nécessité de 5 à 6%. Le gouvernement du « socialiste » Georges Papandréou en Grèce insiste avec des mesures d'austérité, en dépit des grèves générales qui se succèdent.

continuera - de façon unitaire - de faire la guerre en Afghanistan, d'intervenir dans son ancienne colonie et de sauvegarder la sécurité juridique de la haute finance.

D'emblée le ton était donné par la « révolution copernicienne »⁴. Un mois plus tard, en rendant finalement son tablier, Di Rupo se vante d'avoir fait « *une belle série de transferts de compétences : en emploi, allocations familiales, soins de santé, [...] au total,*

des transferts qui pèsent 15,8 milliards d'euros. A l'avenir, les montants confiés aux entités fédérées représenteraient 49 % des recettes fédérales. »⁵ Lors d'un blocage antérieur, quand Di Rupo s'était rendu chez le Roi le 18 août, le monarque en personne lui avait demandé d'approfondir la « *responsabilisation des entités fédérées* »,⁶ c'est à dire lier l'octroi de financements à l'obtention de certains résultats, en particulier pour les politiques de l'emploi et l'environnement. Le contrôle des chômeurs, la durée de la période d'allocations,... seraient décidé séparément dans chaque Région, afin de mieux garantir « l'efficacité »... pour les patrons. Depuis lors, cette « responsabilisation » est acquise.⁷

En Flandre, les patrons ont une occasion unique avec la N-VA de Bart De Wever, fidèle serviteur de l'organisation patronale VOKA.⁸ . Et son ancien coéquipier de cartel, le CD&V, qui se rend compte que la surenchère communautaire apporte des voix, a « adapté son programme » et lui emboîte maintenant le pas.

Au sud du pays, les patrons peuvent compter sur Di Rupo et le parti soi-disant socialiste pour essayer de convaincre les travailleurs de « faire des sacrifices ». Le personnage a rappelé aux patrons, déjà un mois avant les élections du 13 juin, que « *les socialistes, depuis 1993, ont mené au gouvernement un assainissement budgétaire comme jamais le pays ne l'avait connu* »⁹. Et au lendemain des élections, il répète instamment à la presse européenne : « *Il faut de la stabilité pour le pays.*

Nous y arriverons ! Nous vivons des « crucial times », mais nous prendrons nos responsabilités »¹⁰. D'ailleurs, Di Rupo, ne disait-il pas, il y a à peine quelques années, qu'il fallait « éviter les dérapages sociaux » et compter sur les patrons pour « créer un esprit plus positif, les conditions de l'élan économique »¹¹ ?

Quel échec ?

Si finalement Di Rupo a avoué l'échec, c'est sur la répartition des profits que les patrons flamands et wallons

peuvent tirer de la richesse produite à Bruxelles.¹² Les patrons flamands veulent s'en accaparer¹³ et ranger les Bruxellois sous un des deux « Etats fédérés » de la Belgique, selon leur langue. Les patrons wallons revendiquent le statut de Bruxelles comme Région à part entière, unissant celle-ci à la Région wallonne pour renforcer leur poids vis-à-vis de la Flandre.

Les tractations se poursuivent. C'est bien pour cela, pour ancrer dans la constitution ces « droits » du capital, que l'on cherche une majorité des deux tiers. Et en cela il y a peu de doutes concernant les Verts : ils se prêteront une fois de plus au marchandage, en échange de quelques miettes de pouvoir, comme ils ont fait lors d'autres réformes de la constitution, depuis une vingtaine d'années.¹⁴

Pour la classe ouvrière, pour l'ensemble des travailleurs, l'échec ne réside pas dans le blocage des négociations à propos de Bruxelles. Nous ne pouvons attendre aucune bonne solution de négociateurs qui, des deux côtés, défendent l'intérêt du patronat. Déjà dans leurs accords, nous voyons de terribles menaces contre nos acquis, qu'on soit au Nord ou au Sud du pays.

Que peut-on faire ?

Face à tous ces plans contre les travailleurs, les directions de la FGTB et de la CSC se lavent les mains. Anne Demelenne (FGTB) s'indigne de « l'indécence » des marchés, comme si on pouvait espérer une attitude plus « décente » du système capitaliste. Et entre-temps, au lieu d'organiser la résistance des travailleurs, elle se limite à dire : « *Je ne vais pas porter de jugement à l'heure actuelle, tant que rien n'est conclu. Mais nous serons vigilants.* »¹⁵ Et elle se dit prête à soutenir les efforts du président du PS. Quant à Claude Rolin (CSC), défenseur des cadeaux aux patrons, faits avec les intérêts notionnels,¹⁷ il trouve seulement « *inacceptable que les organisations syndicales et patronales ne soient pas*

consultées », mais d'autre part, il affirme « *ne pas avoir de propositions* »¹⁸. De toute façon, qu'est-ce que les syndicats ont à faire dans ces pourparlers, et encore en compagnie des patrons !

Quelle que soit l'issue de ces négociations, nous savons que les mesures d'austérité vont s'accroître. Face à cela, il ne suffit pas de se placer « à gauche du PS et Ecolo ». Il faut avancer résolument sur le terrain concret de la lutte. Nous rejetons, bien sûr, toutes les mesures qui visent à diviser les travailleurs selon leur lieu de résidence ou de travail. Nous refusons la surenchère « communautaire ». Précisément, pour les travailleurs, la « nécessité » n'est pas de sauver l'économie capitaliste, mais bien de sauver le niveau de vie de l'immense majorité, que ce soit en Grèce, au Portugal, en Italie ou chez nous en Belgique. Et pour cela, nous n'avons rien à espérer du futur gouvernement, même s'il est dirigé par un « socialiste ». Il ne nous reste qu'à faire comme en Grèce, comme en Italie, comme au Portugal, comme en France, comme dans d'autres pays de l'Europe : refuser la logique capitaliste et nous mobiliser.

Nous devons exiger des directions syndicales de ne donner aucun crédit au gouvernement, ni celui en affaires courantes, ni celui à venir, et de préparer un plan national de lutte, pour défendre résolument les intérêts des seuls qui réellement produisent la richesse : les travailleurs. Ensemble avec les travailleurs des autres pays européens, il faut préparer la résistance, préparer la grève générale, nous organiser pour faire face au diktat du capital.

Un rassemblement européen est prévu pour le 29 septembre. Nous devons tout faire pour que ce soit un succès. Mais nous ne pouvons pas en rester là. Nous devons organiser la résistance à la base pour mettre la pression sur les syndicats afin qu'ils organisent des mobilisations vers la grève générale.

- 1 Rudi Thomaes, administrateur-délégué de la FEB, dans Le Soir du 11/06/2010
- 2 L'Echo 5/06/2010
- 3 Le Soir 11/06/2010
- 4 « *Vu les résultats électoraux en Flandre, nous savons que le centre de gravité de la Belgique se déplacera vers les entités fédérées.* » Discours de Di Rupo du 30.07.2010
- 5 Le Soir, 28/08/2010
- 6 Déclaration de Di Rupo à cette occasion.
- 7 Le Soir 23/08/2010
- 8 De Wever lui-même a déclaré que « le VOKA est mon patron ». 7sur7, 15/08/2010
- 9 Le Soir 12/05/2010
- 10 Le Soir 17/06/2010
- 11 Le Soir 21/01/2006 - D'autre part, qui mieux que Di Rupo pour avancer dans les privatisations. Vice-premier ministre en charge des entreprises publiques, il avait pu céder 49% de la Sabena à Swissair en 1995 et 50% moins une action du capital de Belgacom au privé en 1996.
- 12 « *Moi, je suis effrayé de voir que, de plus en plus, pour la nouvelle génération en Flandre, Bruxelles n'a plus qu'une valeur d'instrument économique. Il n'est même plus question chez eux d'appropriation culturelle...* » - Ch. Piqué dans Le Soir du 02/09/2010.
- 13 Selon le ministre-président de la Région Bruxelles-Capitale, celle-ci « reçoit 8,8 % de l'ensemble des dotations aux Régions et Communautés alors qu'elle produit 20 % de la richesse nationale » (Le Soir 02/09/2010)
- 14 En 1992, Agalev monnaya son approbation au parlement des accords de Saint-Michel - qui ont fait de la Belgique une fédération - contre l'approbation d'une taxe sur les bouteilles. En 1999, ils ont soutenu les libéraux dans le gouvernement arc-en-ciel.
- 15 Le Soir, 30/08/2010
- 16 « *J'ai indiqué au préformateur notre volonté de voir les négociations sortir de l'impasse. [...] Nous lui avons également fait part du fait que nous étions prêts à contribuer à la sortie de crise.* » Le Soir 31/08/2010
- 17 Le Soir 31/08/10 - A la question du journaliste s'il faut supprimer les intérêts notionnels, il répond : « *Je ne suis pas de ceux qui disent qu'il faut les jeter par la fenêtre.* »
- 18 Le Soir, 14/08/2010

Pour l'unité de classe de tous les travailleurs en Belgique

Non à la scission de la sécurité sociale et autres acquis des travailleurs

Face aux mesures d'austérité : les syndicats doivent préparer la grève générale



Promouvons le boycott contre Israël ! Rompons le blocus de Gaza !

Cet article a été publié comme le Supplément de juin 2010 à Courrier International, la revue de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

L'attaque des forces armées israéliennes contre la flottille internationale qui apportait de l'aide humanitaire à la Bande de Gaza a, une fois de plus, mis à nu le véritable caractère de l'Etat d'Israël. L'assassinat d'au moins 9 militants a été, en dernier ressort, la continuité de la politique génocidaire qu'Israël applique quotidiennement contre le peuple palestinien, spécialement contre les habitants de la Bande de Gaza.

Nous nous référons non seulement aux attaques militaires israéliennes continues contre Gaza, mais aussi aux effets terribles du blocus qu'Israël met en oeuvre, depuis plusieurs années, pour casser la résistance de ses habitants par la faim.

Selon des rapports de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale de la Santé, « les enfants de Gaza subissent une augmentation de la morbidité qui les affectera dramatiquement dans le futur et raccourcira la vie de beaucoup d'entre eux ». Avec un cynisme total, certains chefs israéliens plaisantent et disent qu'il s'agit de « mettre les Palestiniens au régime »¹.

Contre ce massacre systématique et permanent de la population palestinienne à Gaza, des militants et des organisations des droits humains se sont réunis dans le *Free Gaza Movement* (Mouvement Gaza libre), et ont lancé une campagne internationale qui combat pour la fin du blocus de la Bande de Gaza et qui, en août 2008, a envoyé la première flottille internationale dans cette région. La flottille attaquée maintenant par Israël fait partie de cette campagne et c'est à cause de cela, parce qu'elle était destinée à rompre le blocus, qu'elle a été attaquée de façon brutale afin de donner une leçon :

toute personne que veut aider Gaza est un ennemi qui sera liquidé par Israël.

L'isolement international d'Israël augmente

Mais cette politique israélienne ne passe pas sans conséquences. Au fur et à mesure que tombe la farce du « pays démocratique » au milieu de « pays arabes dictatoriaux », avec laquelle

musulman. C'est un résultat presque inévitable puisque plusieurs bateaux de la flottille étaient sous drapeau turc et beaucoup de militants de ce pays y participaient. (La plupart des morts étaient des citoyens turcs.).

Une autre conséquence a été que le gouvernement égyptien du dictateur Mubarak, un autre allié traditionnel d'Israël, a été obligé de lever momentanément le blocus qu'il maintenait sur la Bande de Gaza en collaboration avec Israël, et Israël lui-même a été obligé de réduire la liste des produits interdits par son blocus.

Jusque dans la Communauté juive américaine, la plus nombreuse hors d'Israël et un des appuis les plus forts de l'Etat sioniste, commencent à apparaître des secteurs qui mettent en question la façon d'agir d'Israël. Henry Siegman, lui-même un juif américain, affirme dans l'article déjà cité que : « l'ampleur de la condamnation du monde à l'encontre d'Israël est une reminiscence de l'époque la plus obscure de l'ère de

Hitler ». Siegman précise que, dans ce cas, c'est l'Etat sioniste qui joue le rôle des nazis, et que ses victimes sont les Palestiniens de Gaza : « Un million et demi de civils ont été obligés de vivre dans une prison à ciel ouvert, dans des conditions infra-humaines, pendant plus de trois ans ».

Complicité impérialiste

Toutefois, ni la politique génocidaire israélienne contre les Palestiniens ni le massacre des activistes internationaux ne sont parvenues à changer la complicité envers Israël des gouvernements des pays impérialistes (les Etats-Unis et l'Europe) et de l'ONU. Tant ces gouvernements que l'organisme

FREEDOM FOR PALESTINE



BOYCOTT ISRAEL

Israël cachait son véritable caractère ces dernières décennies, commence maintenant à croître le rejet et l'isolement international.

Après l'attaque de la flottille, il y a eu de grandes mobilisations en Turquie, dans les pays musulmans et dans toute l'Europe. Partout dans le monde, il y a eu une avancée dans les actions de rejet de masse contre Israël, ainsi que dans la conscience des peuples concernant le caractère de l'Etat d'Israël.

Une conséquence de l'attaque à la flottille dans le panorama de la région du Moyen-Orient a été la distance créée entre Israël et le gouvernement turc, son principal allié dans le monde

international refusent de condamner Israël et sa politique génocidaire.

Les raisons sont très profondes : en 1948, Israël a été créé, par un vote de l'ONU, comme une enclave impérialiste pour accomplir le rôle de « gendarme » contre le peuple palestinien et la lutte des peuples arabes. En ce sens, c'est le seul allié sûr et inconditionnel des Etats-Unis dans la région (un concept qui a été clairement réaffirmé par Obama). C'est pourquoi son existence sera toujours défendue, jusqu'à la fin, par l'impérialisme.

La population israélienne soutient le génocide

Les derniers faits n'ont pas modifié non plus l'appui largement majoritaire de la population israélienne à cette politique génocidaire. Selon une enquête menée par le périodique *Israël Hayom*, 92 % des Israéliens ont soutenu l'attaque contre la Flottille de la Liberté et 78 % approuvent le harcèlement contre la Bande de Gaza.

C'est tout à fait logique : comme habitants d'une enclave coloniale, la majorité des habitants juifs d'Israël savent que, pour défendre leurs privilèges et leur niveau de vie (soutenus par une économie basée sur le budget militaire et la fabrication d'armes), ils doivent défendre jusqu'à la fin l'existence de cet Etat, parce que leurs privilèges dépendent de la survie de cet Etat. Et c'est pourquoi ils soutiennent toutes les politiques et toutes les mesures (y compris les plus cruelles et inhumaines), vouées à cet objectif.

Quelques secteurs bien minoritaires d'Israéliens, comme certains des survivants de la persécution nazie, ou les quelques pacifistes qui sont ouvertement harcelés par les fascistes lors de leurs manifestations, peuvent avoir des contradictions avec ces mesures. Mais, comme le rapporte Siegman, le sentiment largement majoritaire est ce que lui a dit un ami israélien : « *A tous les effets pratiques, ce sont des Arabes* ».

Ce qui est de plus en plus clair, c'est qu'il n'y aura pas une vraie solution, aussi longtemps que l'Etat d'Israël (dont l'existence et la nature sont la cause profonde du conflit) ne soit détruit et qu'il ne soit créé un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non raciste ; un Etat où les Palestiniens qui ont été expulsés puissent retourner à leurs terres et dans lequel peuvent

coexister en paix les Juifs résidents qui le voudraient et qui acceptent les droits des Palestiniens.

La campagne de boycott contre Israël prend de l'ampleur

Dans l'immédiat, l'isolement et le rejet d'Israël prennent de l'ampleur dans les milieux syndicaux, intellectuels et populaires du monde entier. Des artistes du monde entier commencent à s'y joindre. Par exemple, le musicien états-unien Carlos Santana, le chanteur anglais Elvis Costello et le groupe de rock Pixies ont annulé leurs présentations en Israël.

Plus important encore, la campagne internationale pour le boycott prend un nouvel élan. La campagne a été lancée, en 2005, par la *Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israël* (PACBI - campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel à l'encontre d'Israël) dont un des membres fondateurs est Haidar Eid, professeur de l'Université d'Al-Aqsa, à Gaza.²

Cette campagne a été lancée par une vaste coalition d'organismes palestiniens, qui a regroupé pratiquement tous les courants d'opinion qui y agissent. Sur son initiative a été créée la Plate-forme BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) qui promeut un boycott international syndical, académique, sportif, commercial et de consommateurs envers Israël. Cette campagne dispose d'une coordination internationale des comités nationaux, qui vient de tenir en Suède une réunion avec 120 personnes de France, Angleterre, Irlande, Ecosse, Italie, Espagne (principalement Catalogne et Pays Basque), Portugal, Suède, Norvège et Afrique du Sud. Il a été proposé aussi de créer une « plate-forme syndicale pro-Palestine », ce qui est très important pour permettre l'appui du mouvement ouvrier mondial à cette campagne contre Israël et sa politique génocidaire.

La solidarité ouvrière

Bien que la campagne d'ensemble soit d'importance suprême pour isoler Israël et pour préparer sa défaite, nous voulons souligner l'importance de la solidarité ouvrière. Celle-ci permet de frapper Israël dans l'échange commercial

international et rend beaucoup plus onéreux de maintenir l'appui au génocide pratiqué par les sionistes, pour leurs soutiens impérialistes et les entreprises qui y investissent. En outre, elle a une signification de solidarité de la classe ouvrière de grande importance pour reconstruire l'internationalisme ouvrier, comme cela a été le cas en son temps avec les mouvements de solidarité avec peuple espagnol contre le franquisme dans la guerre civile espagnole, et contre l'apartheid sud-africain.

C'est pourquoi, nous considérons d'extrême importance quelques succès récents de la campagne adressée aux syndicats, tels que :

- La décision des syndicats portuaires de la Suède et de la Norvège d'adhérer à la campagne. En Suède, les dockers ont refusé de décharger pendant une semaine (le maximum légal) tout container avec des produits israéliens, dont beaucoup étaient produits dans des conditions illégales (c'est-à-dire, dans les colonies situées dans les territoires occupés depuis 67). Björn Borg, dirigeant du syndicat, prévoit de répéter la protestation que son syndicat a faite dans le passé contre le fascisme chilien et l'apartheid sud-africain.



La crise de l'Union européenne...

... et la réponse des travailleurs

Le No de mai 2010 de la revue de la LIT-QI (premier numéro de la nouvelle série) est disponible en français. Vous pouvez le demander au camarade qui vous offre ce journal.

- La *University and College Union*, un syndicat que représente environ 120 000 professeurs et employés d'écoles et d'universités de la Grande-Bretagne, a décidé son adhésion au BDS contre Israël, dans son congrès du 30 mai dernier, à Manchester.
- Le Comité Exécutif Central du SAMWU (syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud) a décidé, comme une partie de la campagne BDS, qu'il empêchera tout lien académique, culturel, sportif ou d'autre type avec Israël et il a déclaré publiquement sa solidarité avec le peuple palestinien. Dans ce même pays, en février dernier, les dockers de Durban ont refusé de décharger les containers d'un bateau israélien.
- Le CFMEU (syndicat australien des travailleurs de la construction, l'industrie minière et l'énergie) a approuvé, le 11 mai dernier, son adhésion au BDS.
- Aux Etats-Unis, 800 militants de la Communauté et des syndicats, convoqués par l'organisation ANSWER, ont bloqué les entrées du Port d'Oakland (près de la ville de San Francisco, Californie) pour insister auprès des dockers de ne pas charger ni décharger des bateaux provenant ou à destination d'Israël. Les membres de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU, syndicat des dockers) ont soutenu l'appel et ont participé au piquet.

Soutenons et promouvons la campagne

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale manifeste son adhésion à cette campagne. Nous appelons les organisations syndicales, sociales, estudiantines et populaires à organiser et à développer des activités de boycott contre Israël

partout dans le monde. Nous sommes à un moment où il est possible de développer des actions qui augmentent l'isolement international d'Israël et affaiblissent effectivement l'Etat sioniste. De cette façon, nous soutenons aussi la lutte du peuple palestinien et nous le renforçons.

Cela signifie promouvoir la plus vaste unité d'action de tous ceux qui sont d'accord avec les objectifs de la campagne.

Pour cela, l'unité est fondamentale avec les communautés arabes et palestiniennes d'autres pays, et avec tous les courants qui acceptent de promouvoir cette campagne. Nous savons qu'il est très important de mener une forte campagne pour rompre le blocus de Gaza et que l'appel au boycott peut frapper Israël. Mais, dans le cadre de cette campagne unitaire, nous alertons qu'une lutte beaucoup plus dure est nécessaire, qui va jusqu'à la défaite définitive d'Israël.

Cela exige l'action de masse dans tout le Moyen-Orient et dans le monde entier, pour détruire cet Etat raciste et génocidaire et récupérer le territoire palestinien pour une Palestine laïque, démocratique et non-raciste. Sur ce chemin, le boycott permet de mobiliser et de générer une conscience concernant cette nécessité stratégique, et d'ouvrir la voie à des actions plus fondamentales dans cette perspective.

Il est nécessaire de mobiliser les masses arabes et musulmanes pour qu'elles exigent de leurs gouvernements la rupture avec Israël, pour que l'Egypte lève une fois pour toutes et inconditionnellement le blocus et pour que tous les pays arabes rompent les relations avec Israël.

En Europe, il est nécessaire de rompre l'appui que l'UE elle-même et les gouvernements impérialistes donnent à Israël. Ces gouvernements

parlent haut et fort de « droits humains » mais soutiennent systématiquement l'Etat d'Israël et font semblant de ne pas voir les pratiques génocidaires de ce dernier. Ou alors, ils demandent des « enquêtes » qui ne se font jamais, et, quand elles se font, Israël ne les accepte pas et les ignore, comme cela a été le cas avec le verdict du juge sud-africain Richard Goldstone sur l'invasion de Gaza.

En Amérique du Sud, les médias présentent le Brésil comme hypothétiquement « indépendant », plus encore après que Lula a voyagé à Israël en promouvant une politique dite « de paix ». Mais la vérité est qu'Israël est la seule nation hors de la zone, avec laquelle les pays du Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) ont signé un Traité de libre échange (TLC). De cette manière, ces gouvernements (dont certains se disent « de gauche »), même s'ils ont des discours pour la paix, donnent une bouffée d'air commercial et politique à Israël et l'aident à affaiblir son isolement international, en fortifiant ses agressions contre le peuple palestinien. Nous appelons à développer une campagne dans ces pays pour exiger des gouvernements de Lula, Kirchner, Lugo et Mújica la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales avec Israël et de l'accord du Mercosur avec ce pays.

Comme nous l'avons dit, c'est un moment où l'action internationale peut avoir des résultats effectifs dans l'affaiblissement d'Israël. Au travail !

¹ cité dans l'article de Henry Siegman, directeur de l'US/Middle East Project, pour le quotidien *Haaretz*, publié dans *Rebelión*, 16/06/2010

² Voir entrevue sur <http://www.litci.org/declaraciones/94-medio-orient/808-artigo808>

Tout notre appui et notre solidarité à la lutte du peuple palestinien !

Pour la fin immédiate du blocus criminel contre Gaza!

**Exigeons des gouvernements la rupture immédiate
des relations diplomatiques et commerciales avec Israël !**

Promouvons une grande campagne de boycott contre Israël partout dans le monde !

Pour la fin de l'Etat d'Israël !

Pour une Palestine, laïque, démocratique et non-raciste !



Conclat: l'organisation d'une nouvelle centrale

Après des mois de préparation, une nouvelle organisation de la classe ouvrière a vu le jour au Brésil lors du Congrès de la Classe Ouvrière (Conclat) du mois de juin dernier. La rupture d'un bloc minoritaire a toutefois limité le succès de cette initiative. Voici un compte rendu un peu abrégé. Le texte complet est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be

Le dénouement du Congrès de la Classe Ouvrière (Conclat) du mois de juin dernier, avec la sortie injustifiée d'une partie des délégués après le vote sur le nom de la nouvelle Centrale, a ouvert un débat dans nos organismes syndicaux, populaires et estudiantins sur la façon de faire face au défi de la nécessaire réorganisation des mouvements sociaux et des forces qui s'opposent aux gouvernements.

Dans la dernière note souscrite par le secteur dissident, les camarades affirment textuellement que le Conclat n'a pas été un congrès démocratique et s'est traduit « *en victoire bureaucratique d'une majorité ponctuelle sur une minorité éventuelle, précisément lors de la fondation d'un nouvel instrument* ».

Dans le même texte, ils signalent comme thème central de la difficulté « *les différences dans la conception d'une centrale et, principalement, des différences dans la conception de la démocratie ouvrière, dont la polémique sur le nom fut seulement l'expression formelle* ».

Ils explicitent également la forme de fonctionnement de l'organisme qu'ils se proposent de construire. Pour résoudre ce qu'ils appellent une « difficulté », ils proposent que « *le fonctionnement [de la Centrale soit] basé sur des décisions consensuelles* ». Que « *les questions de principes et de conception ne soient pas soumises au vote* » et « *qu'en dernière instance, une fois le débat épuisé et l'impossibilité de consensus vérifiée, [il faudrait] garantir un quorum qualifié des deux tiers pour les décisions politiques* ».

Ainsi, la Centrale fonctionnerait autant que possible par le consensus entre les courants politiques qui la composent, avec un pouvoir de veto des courants minoritaires face aux décisions politiques avec lesquelles ils ne seraient pas d'accord.

Selon nous, cette organisation de front unique telle que la conçoivent les camarades ne servira pas à organiser la lutte des travailleurs, face aux attaques des gouvernements et des patrons.

Organisation de front unique pour la lutte ou forum de consensus des courants de gauche ?

C'est face à ce dilemme que la note des secteurs dissidents nous place. Quelle est l'organisation que nous prétendons construire et à quoi sert-elle ?

Le Congrès a eu lieu et une nouvelle Centrale, de caractère syndical et populaire, a été fondée. Un Secrétariat provisoire a été élu et se réunit régulièrement.

Cette Centrale est organisée à partir de ses organismes affiliés. Sa direction est construite à partir d'une Coordination Nationale dans laquelle tous ces organismes ont le droit de participer et d'envoyer leurs représentants, avec une orientation en accord avec la réalité politique et le débat interne à chaque organisme ou mouvement.

Son fonctionnement doit se faire à partir du respect des positions (majoritaires et minoritaires) qui existeraient en son sein, à partir d'un vaste débat démocratique et, suite à ce débat, à partir de la prise de décisions qui seront mises en oeuvre par tous ceux qui se proposent de construire la Centrale.

Nous sommes favorables à la construction d'accords, à la recherche de consensus et au dépassement des divergences par le dialogue et l'effort de convaincre mutuels. Toutefois, il ne faut pas confondre cela avec le droit d'une organisation politique d'interdire ce que les bases de la Centrale et sa Coordination votent souverainement après un vaste débat.

Nous ne croyons pas non plus que tout vote doive se faire par majorité simple. Les Statuts de *Conlutas* et de la Centrale fondée au cours du *Conclat* prévoient une majorité qualifiée pour les modifications statutaires ou pour la séparation de membres du Secrétariat Exécutif. Pour le fonctionnement quotidien, toutefois, c'est une exception, sous peine de paralyser l'organisme.

Le fonctionnement par accords entre les courants politiques amènerait la Centrale à être gérée par un accord au-dessus des bases représentées par les organismes affiliés. Ce fonctionnement mettrait un terme à l'autonomie

de l'organisme face aux Partis, se traduisant en l'opposé de la démocratie ouvrière.

Cela ne signifie pas que nous dévalorisons la présence et l'intervention organisée des courants politiques dans la Centrale. Au contraire, nous croyons que cela est important et peut aider dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques votées. La différence est que, selon nous, le pouvoir de décision repose sur les instances de l'organisme, en particulier avec l'incorporation de représentants des organismes de base affiliés, et non sur la direction des courants et des partis politiques qui y prennent part.

L'unité dans l'action quotidienne est un autre élément important pour que nous reprenions le dialogue avec les camarades dissidents, et cet appel à l'unité doit être mené largement.

Qui plus est, nous devons chercher à construire une intervention commune dans les processus syndicaux (élections et congrès) comme un autre élément important pour la reprise du dialogue.

Entreprendre tous les efforts pour la reconstruction de l'unité

De notre côté, nous devons faire tous les efforts pour l'unité des secteurs de classe et des secteurs opposés au gouvernement, sans les circonscrire à l'échange de notes et de conversations entre dirigeants, mais en faisant un effort sincère et réel de construction de l'unité dans les bases des organismes, dans les luttes, les congrès et les élections syndicales.

Ces efforts ont comme objectif d'avancer pour que notre unité se reconstruise le plus vite possible, dans une seule organisation nationale, démocratique et de lutte, qui organise tous les secteurs de notre classe.

Ce que nous ne pouvons pas faire, c'est répéter les erreurs du passé et traiter de manière superficielle quelque chose d'aussi important que la conception, la nature, les tâches et la manière de fonctionner de l'organisation que nous avons besoin de construire pour notre classe, dans notre pays.

La voix des travailleurs

Déclaration commune de dix organisations ouvrières d'Iran

Les médias nous parlent souvent de l'Iran, ce pays d'importance stratégique, situé entre l'Irak et l'Afghanistan, et où les grandes puissances veulent imposer leur lois. Mais rarement on parle des travailleurs de ce pays, de leurs justes luttes, des persécutions dont ils font l'objet, des syndicalistes emprisonnés. Nous voulons leur donner la parole, en publiant une Déclaration communes de différentes organisations ouvrières, à l'occasion du 1er Mai 2010.

Le 1er Mai est la journée de solidarité internationale de la classe ouvrière et un jour où les ouvriers protestent partout dans le monde contre la pauvreté et l'inégalité. En ce jour, dans le monde entier, des millions de travailleurs arrêteront le travail, prendront les rues et montreront leur colère et leur dégoût face à l'annonce des nombreuses catastrophes que le capitalisme inflige à l'humanité et leurs cris pour la libération de l'oppression et de l'exploitation

Les protestations des travailleurs contre la brutalité du capitalisme et les inégalités retentiront partout dans le monde le 1er Mai alors que l'interdiction de la célébration de cette journée est effective en Iran, et de nombreux travailleurs qui avaient organisé le 1er Mai 2009 ont été jugés, emprisonnés et condamnés à de lourdes peines. Des dirigeants et militants ouvriers croupissent en prison pour avoir défendu leurs droits humains fondamentaux.

Avec une telle effroyable absence de droits sociaux pour les travailleurs dans des conditions de trois décennies de système capitaliste en Iran après la révolution de 1979, la réduction du salaire minimum à un quart en dessous du seuil de pauvreté et conduit à une absence de paiement régulier de ces salaires et les licenciements massifs de travailleurs, les contrats temporaires, ont imposé des conditions dignes de l'enfer à des millions de familles ouvrières. Aujourd'hui, plus que jamais, pour assurer le taux de profit du

capital, des usines sont fermées et des subventions réduites, coupant ainsi les derniers fils pour la survie de millions de familles ouvrières pour remplir les poches des investisseurs.

Mais les travailleurs ont prouvé, lors de la révolution de 1979 ainsi que ces dernières années, qu'ils ne toléreront pas cette misère, que malgré la prison et la répression, ils se lèveront avec le peuple contre les violations de nos droits humains les plus fondamentaux



et que nous ne leur permettront pas de ruiner encore plus notre existence. Nous sommes les principaux producteurs des richesses et des marchandises dans la société et nous avons le droit à une vie humaine correspondante aux standards les plus élevés de la vie humaine d'aujourd'hui.

Dans ce contexte, nous protestons aussi contre les circonstances qui sont celles depuis le dernier Premier Mai, depuis que les masses en Iran ont été exposées à la suppression de leurs droits. Nous avançons les revendications suivantes et demandons leur effet immédiat :

1. Nous sommes libres de nous organiser (indépendamment du gouvernement et des employeurs), de faire grève, de protester, de manifester, de nous rassembler et de parler librement. C'est notre droit, et les droits sociaux des travailleurs et de la population d'Iran doivent être reconnus inconditionnellement.
2. Nous voyons le plan de coupes budgétaires dans les subventions (pour des subventions ciblées) et le salaire minimum à 303 tomans comme imposer graduellement la mort à des millions de familles ouvrières et revendiquons la suspension immédiate du plan de réduction des subventions et l'augmentation du salaire minimum à 1.000 tomans.
3. Les arriérés des salaires ouvriers doivent être payés immédiatement et sans aucun prétexte pour ne pas le faire. Le non-paiement des salaires doit être jugé comme un crime et les dommages causés aux travailleurs doivent être payés.
4. Le licenciement de travailleurs, quel qu'en soit le prétexte, doit s'arrêter, et ceux qui sont sans-emploi ou qui ont atteint l'âge de travailler et sont prêts pour un emploi doivent percevoir une assurance chômage appropriée jusqu'à ce qu'ils soient employés.
5. Nous voulons éliminer les contrats temporaires et la signature de contrats blancs et demandons la

sécurité de l'emploi pour tous les ouvriers et travailleurs salariés en accord avec les plus hauts standards de santé et de sûreté. Nous demandons l'élimination de toutes les agences d'Etat, ou contrôlées par l'Etat, des lieux de travail.

6. Nous demandons l'éradication de la peine de mort et la libération immédiate et inconditionnelle d'Ebrahim Madadi, Mansour Osanloo, Ali Nejati et de tous les militants ouvriers ou d'autres mouvements sociaux et l'arrêt des persécutions contre eux.
7. Nous condamnons toute agression contre les protestations ouvrières ou populaires et nous voyons ce type de liberté d'expression comme un droit inaliénable de la population.
8. Nous voulons l'éradication de toutes les lois qui discriminent les femmes et l'assurance de la pleine égalité et des droits inconditionnels des femmes et des hommes dans tous les domaines sociaux, économiques, politiques culturels et de la vie familiale.
9. Nous voulons que tous les retraités profitent d'une vie prospère sans inquiétudes économiques et l'élimination de toute discrimination dans le paiement des retraites et dans les cotisations

pour leur sécurité sociale et leur santé.

10. Le travail des enfants doit être éradiqué, et tous les enfants doivent bénéficier d'établissements éducatifs, de la santé et du bien-être, indépendamment de leur genre,

dénonçons fermement les arrestations, jugements et emprisonnements des militant(e)s de ces mouvements.

12. Nous annonçons notre forte solidarité avec les revendications des enseignants, infirmières et autres classes laborieuses de la société et nous nous considérons comme leurs alliés et nous appelons à la satisfaction immédiate de leurs revendications.
13. Nous sommes partie intégrante des ouvriers du monde et condamnons les expulsions et toutes les formes de discriminations à l'encontre des immigrés afghans ou d'autres nationalités.
14. Nous apprécions le soutien international avec les luttes ouvrières d'Iran et nous exprimons notre soutien inflexible à toutes les protestations et luttes des travailleurs à travers le monde; nous nous considérons comme leurs alliés. Plus que jamais, nous insistons sur la solidarité internationale de la classe ouvrière pour ouvrir la voie vers la libération de la brutalité du système capitaliste.
15. Le 1 Mai doit être déclaré jour férié officiel dans le pays et être inclus dans le calendrier officiel, et toutes les restrictions à l'encontre de la reconnaissance de cette journée doivent être abolies.

**FREE
OSANLOO**



race, religion ou du statut social et économique de leurs parents.

11. Nous annonçons solennellement notre soutien à tous les mouvements sociaux d'émancipation, et

Vive le 1er Mai ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !

- Syndicat des Travailleurs de la Compagnie des Bus de Téhéran et Banlieue
- Syndicat des Travailleurs du Sucre de Canne d'Haft Tapeh
- Syndicat Libre des Ouvriers en Iran
- Bureau de Fondation du Syndicat des Travailleurs du Métal et de la Mécanique
- Bureau de Fondation du Syndicat des Peintres
- Association des Electriciens et des Ouvriers du Métal de Kermanshah
- Comité pour Poursuivre la Constitution d'Organisations Ouvrières Libres
- Comité de Coordination pour Aider à Former des Organisations Ouvrières
- Association pour la Défense des Travailleurs Sans-Emploi et Licenciés de Saghez
- Conseil des Femmes

continuation de la dernière page

d'administration des hommes et des choses. Ses causes plus profondes sont l'hétérogénéité de la société, la différence des intérêts quotidiens et fondamentaux des différents groupes de la population. Le bureaucratisme se complique avec le manque de culture des masses. Chez nous, la cause essentielle du bureaucratisme réside dans la nécessité de créer et de soutenir un appareil étatique qui unisse les intérêts du prolétariat avec ceux des paysans dans une harmonie économique parfaite dont nous sommes encore très loin [...]. En d'autres termes, le bureaucratisme dans l'appareil d'Etat et dans le parti est l'expression des pires tendances inhérentes à notre situation, des défauts et des déviations de notre travail qui, dans certaines conditions sociales, peuvent miner les bases de la révolution. »².

Trotsky en appelle alors à l'ensemble du parti, spécialement aux nouvelles générations, pour combattre ce processus dégénératif de l'Etat soviétique : « La lutte contre le bureaucratisme de l'appareil étatique est une tâche exceptionnellement importante, mais qui exige beaucoup de temps, et se mène plus ou moins en parallèle avec nos autres tâches fondamentales : la reconstruction économique et l'élévation du niveau culturel des masses [...]. L'instrument historique le plus important pour la réalisation de toutes ces tâches est le parti. Evidemment, le parti ne peut pas s'arracher aux conditions sociales et culturelles du pays. Mais, en tant qu'organisation volontaire d'avant-garde des meilleurs éléments, les plus actifs, les plus conscients de la classe ouvrière, il peut, beaucoup plus que l'appareil étatique, se prémunir contre les tendances du bureaucratisme. Pour cela, il doit clairement identifier le danger et le combattre sans trêve. [...] De là l'importance énorme de l'éducation de la jeunesse du parti, basée sur l'initiative personnelle, si on veut modifier le fonctionnement de l'appareil d'Etat et le transformer. »³

Et cette bataille a eu lieu. Trotsky comptait dans ses rangs les meilleurs éléments des dirigeants historiques et de la jeunesse. Mais la défaite de la révolution mondiale, la fatigue et la démoralisation de la classe ouvrière russe, ajoutées à l'impressionnant

retard de la Russie, ont permis à ceux qui contrôlaient l'appareil de triompher. Trotsky a été écarté de toutes ses responsabilités dans l'Etat et dans le parti et a été expulsé du pays. Ses partisans, sa famille et ses amis ont été poursuivis, emprisonnés, assassinés... Et Staline a consolidé son pouvoir avec les « procès de Moscou »⁴ où il a fini par emprisonner et exécuter tous ceux qui s'opposaient à lui, dont beaucoup étaient des dirigeants de la révolution et du parti quand Lénine était encore en vie.

La lutte pour la démocratie ouvrière dans les syndicats

Malgré les pertes subies, tant politiques que personnelles, Trotsky a continué sa bataille dans l'exil. Avec l'Opposition de Gauche Internationale, il développa la bataille qui se terminera par la fondation de la IVème Internationale. Au cours de ce processus, il promut la formation des différentes sections nationales et en orienta leur intervention dans la lutte de classes. Parmi ces orientations, la politique envers les syndicats et la bataille contre la bureaucratie syndicale avaient une grande importance.

Trotsky s'opposait aux sectaires, qui refusaient d'entrer dans les syndicats parce que ceux-ci étaient dirigés par la bureaucratie, et aux opportunistes, qui s'adaptaient aux pressions de l'appareil syndical.

Ainsi disait-il : « Le capitalisme peut seulement se maintenir en réduisant le niveau de vie de la classe ouvrière. Dans ces conditions, les syndicats peuvent soit se transformer en organisations révolutionnaires, soit devenir des collaborateurs du capital dans l'exploitation croissante des travailleurs.

La bureaucratie syndicale, qui a résolu de manière satisfaisante son propre problème social, a pris le second chemin. Elle a fait valoir toute l'autorité accumulée par les syndicats contre la révolution socialiste et même contre toute tentative des travailleurs de résister aux attaques du capital et de la réaction. À partir de ce moment, la plus importante tâche du parti révolutionnaire est devenue la libération des travailleurs de l'influence réactionnaire de la bureaucratie syndicale. »⁵.

Nous devons nous adapter aux conditions existantes dans chaque

pays pour mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre le régime totalitaire des syndicats eux-mêmes et contre les dirigeants qui soutiennent ce régime. La première consigne de cette lutte est : indépendance totale et inconditionnelle des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste. Cela signifie lutter pour transformer les syndicats en organismes des masses exploitées et non de l'aristocratie ouvrière.

La seconde consigne est : démocratie syndicale. Cette seconde consigne découle directement de la première et présuppose, pour sa réalisation, l'indépendance totale des syndicats par rapport à l'Etat impérialiste ou colonial. »⁶.

La lutte pour la démocratie ouvrière caractérise le trotskysme

Nahuel Moreno faisait cette affirmation et y ajoutait. « Notre véritable raison d'être est la lutte pour la démocratie ouvrière. [...] La démocratie ouvrière pour exercer le pouvoir, la démocratie ouvrière pour diriger les syndicats. [...] J'insiste que c'est le point qui nous différencie [nous les trotskistes] dans tout. Il nous différencie même de courants qui se considèrent révolutionnaires et qui s'en fichent de la démocratie ouvrière. »

Si nous observons l'oeuvre de Trotsky, nous ne pouvons qu'être d'accord avec Moreno. Mais ce n'est malheureusement pas ce que voient les travailleurs argentins au jour le jour, quand des organisations qui se revendiquent du trotskysme imposent les accords entre tendances, par-dessus la démocratie ouvrière, et détruisent toutes les instances qu'elles ne peuvent pas diriger. Ce n'est pas ce trotskysme-là que nous revendiquons.

¹ Journal des secrétaires de Lénine.

² L. Trotsky, Cours Nouveau, 1923 - Art. Le bureaucratisme et la révolution, point 14.

³ Ibidem, point 15.

⁴ Procès frauduleux mis en place par Staline en août 1936, janvier 1937 et mars 1938.

⁵ L. Trotsky, Les syndicats en Grande-Bretagne, septembre 1927.

⁶ L. Trotsky, Les syndicats à l'ère de la décadence impérialiste, août 1939.



La bataille pour la démocratie ouvrière

En août, il y a 70 ans, Léon Trotsky a été assassiné. Dans différentes parties du monde, on rend hommage au grand révolutionnaire russe. Nous nous joignons à cet hommage et nous publions ici un texte concernant sa lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie ouvrière, écrit par Alicia Sagra, du parti argentin de la LIT-QI.

La lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie ouvrière fut une constante chez Trotsky, bien qu'il n'ait pas été le premier à identifier le problème.

Ce fut Lénine qui, déjà en 1920, a commencé à indiquer le danger des «déformations bureaucratiques» à l'intérieur de l'Etat soviétique. Sa préoccupation avait à voir avec la croissance de l'appareil d'Etat, le développement de la bureaucratie et son reflet à l'intérieur du parti.

En décembre 1922, alors que se préparait le 12ème Congrès du PC russe, il envoya une note à Trotsky en lui proposant de former « un bloc contre la bureaucratie en général et contre le Bureau d'Organisation (dirigé par Staline) en particulier »¹. Mais il n'a pas pu être mener cette bataille. Le 9 mars, Lénine a subi une nouvelle attaque qui l'a maintenu paralysé jusqu'à sa mort, le 24 janvier 1924.

La lutte contre la bureaucratiation de l'Etat

A partir de 1923 Trotsky devint la référence de la confrontation à la bureaucratie qui peu à peu s'était hissée au pouvoir. Il questionna la politique économique, qui ne promouvait pas l'industrialisation, ainsi que le manque progressif de démocratie dans la prise des décisions et sa relation avec la perte de démocratie interne du parti.



Sur les causes et la signification de la bureaucratiation, il dit « Il est indigne d'un marxiste de considérer que le bureaucratisme est seulement l'ensemble des mauvaises habitudes des employés de bureau. Le bureaucratisme est un phénomène social en tant que système déterminé

suite sur la page antérieure

« Notre mandat vient des travailleurs »



Voilà ce qu'affirment, à juste titre, les 5 camarades du SETCa BHV - secteur Industrie (14.000 affiliés), Hendrik Vermeersch, Eric Van der Smissen, Ria Cerulis, Bernadette Mussche et Martin Willems, licenciés « pour motif grave » le 3 septembre dernier par ordre du SETCa fédéral, qui allègue « une rupture de confiance », en particulier concernant « un projet immobilier » (la rénovation des locaux du SETCa-BHV sur la Place Rouppe). Les cinq secrétaires licenciés ont été élus par les militants syndicaux de leur régionale. Plusieurs d'entre eux sont intervenus courageusement dans différentes occasions, précisément pour défendre leurs camarades licenciés par les patrons, comme par exemple lors du conflit chez FIAT. D'autre part, est-ce pure coïncidence si le licenciement des camarades du SETCa a lieu trois semaines avant un congrès statutaire du SETCa-BHV, qui a justement à son ordre du jour l'élection des instances de la régionale, avec un de ces camarades comme candidat ?

La LCT dénonce cette intervention bureaucratique et arbitraire. Les camarades doivent être réintégrés. Il incombe uniquement aux travailleurs de décider démocratiquement du maintien ou non de leurs dirigeants syndicaux dans leur fonction.

NON au licenciement bureaucratique de délégués syndicaux !